



L'Europe mise en coupe réglée

Description

» vous ne posséderez rien et vous serez heureux ».

La Banque Centrale Européenne (BCE) envisage de mettre en place d'ici 2 à 3 ans, une monnaie dite « numérique », équivalente à une crypto monnaie qui devrait à terme effectuer toutes les transactions.

Ce projet s'accompagnerait de la suppression de toute monnaie-papier et de toutes les pièces en vigueur actuellement.

Aucune transaction, aucune opération financière ne sera possible sans virer de l'argent virtuel de compte à compte via cette monnaie digitale.

Une monnaie politique : le système politique déterminera les grandes lignes du comportement européen-type en termes d'autorisations de déplacements aériens, ferroviaires, de transports terrestres, de dépenses de nourriture, de loisirs, etc. Tout ceci au nom du climat, de la sobriété et de l'armement nécessaire de chaque pays.

Europe : une prison à ciel ouvert

Plus tard, il sera prévu une date de « péremption » de cet argent virtuel. Toute somme non dépensée en 3, 4, ou 6 mois, sera automatiquement annulée. Les états pourront toujours justifier cela en invoquant la nécessité de relancer l'économie, la solidarité par des discours convenus.

1ère phase

Du fait de l'impopularité de cette mesure, ce système de confiscation de l'argent ne sera mis en place qu'à hauteur de 3.000 à 10.000 euros, toute somme complémentaire pouvant encore être utilisée via la banque commerciale classique des européens.

2ème phase

Toutes les prestations sociales allocations familiales, allocations logements, remboursements

d'assurance maladie, les salaires, les retraites, seront versés uniquement sur les comptes de la BCE.

Rapidement, l'essentiel de l'argent sera bloqué sur les comptes de la BCE, les banques commerciales devenant de facto des succursales de la BCE, orientées essentiellement vers la réalisation de prêts bancaires qui se feront via les comptes de la BCE.

Esclavage moderne et soumission

Ce système est déjà en vigueur en Chine. Il est relié au système de « crédit social » de chaque individu. Chaque citoyen se verra octroyer une note (dite crédit social), en fonction de sa soumission financière, de ses opinions, de ses écrits et plus particulièrement, de son allégeance au système.

Toute rébellion à l'ordre établi se traduira par une note défavorable entraînant une réduction de l'utilisation de son compte bancaire.

Aucun dissident ne pourra y échapper. Par ce subterfuge, les états et la BCE pourront puiser indéfiniment dans les comptes des individus.

Les citoyens européens passeront du statut de citoyens à celui d'esclaves modernes imposables et corvéables à merci.

Autrefois, les esclaves étaient rattachés à leur propriétaires ou à la terre, demain les esclaves modernes seront rattachés à leur compte BCE.

Le gouverneur de la Banque de France (qui n'est que la succursale de la BCE en France), a annoncé que cette nouvelle monnaie digitale pourrait entrer en vigueur en 2027.

Ce système sera présenté comme un outil de liberté, de progrès et de simplification. En réalité, ce système n'est rien d'autre que la suppression du droit de propriété de l'argent.

Tout sera fait pour nous mettre devant le fait accompli. Ce projet qui devrait être présenté, expliqué, débattu par les élus, les banquiers, les médias, est déjà réglé en coulisses avec la complicité de nos gouvernants. Accepter un tel projet revient à accepter la soumission totale à un gouvernement mondial qui ne dit pas son nom.

Ce projet est d'autant plus cocasse qu'il est mené par une BCE en déficit de 1,3 milliards d'euros en 2023, alors qu'elle a intégré une reprise de provisions de 6,6 milliards d'euros, pour masquer son déficit réel de 7,9 milliards d'euros.

A l'aune de ce programme, on comprend mieux les propos de Klaus Schwab, le président du forum de Davos : *» Vous ne posséderez rien et vous serez heureux ».*

Chanoine

Categorie

1. Économie

date créée

26 avril 2024